

Art. 2. Au chapitre III, section V, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 janvier 2010, il est inséré un article 42quinquies/1, rédigé comme suit :

« Art. 42quinquies/1. La notification des fournisseurs de services de plateformes de partage de vidéos est recevable si elle contient l'ensemble des informations et documents suivants :

- 1° une indication de l'emplacement du siège social, du siège d'exploitation et du siège central, ainsi que du lieu de travail du personnel ;
- 2° les statuts tels qu'ils ont été publiés au *Moniteur belge*, le cas échéant, et une copie de l'acte constitutif ;
- 3° une description claire du service fourni ;
- 4° une description claire des mesures prises visées aux articles 176/4 à 176/7 du décret relatif aux médias.

Si nécessaire, le Régulateur flamand des Médias peut demander des informations supplémentaires aux fournisseurs de services de plateformes de partage de vidéos afin de vérifier la compétence de la Communauté flamande ».

Art. 3. L'article 42sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 janvier 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42sexies. § 1^{er}. Le Régulateur annonce l'organisation de consultations telles que visées à l'article 192/14 du décret relatif aux médias par le biais d'un communiqué sur son site web. La date d'ouverture de la consultation précitée ainsi que sa date de fin sont indiquées.

Simultanément à l'annonce visée à l'alinéa 1^{er}, le Régulateur communique une copie du communiqué visé à l'alinéa 1^{er}, par courrier électronique à l'entreprise visée par le projet de décision.

Conformément à l'article 192/14, alinéa 1^{er}, du décret précité, la consultation précitée dure au moins 30 jours, sauf circonstances exceptionnelles visées à l'article 192/14, alinéa 3, du décret précité.

Au début de la consultation précitée, le projet de décision du Régulateur est publié sur le site web du Régulateur.

§ 2. Les contributions des parties prenantes dans le cadre de la consultation visée au paragraphe 1^{er}, satisfont à toutes les conditions suivantes :

- 1° les contributions sont exclusivement transmises par e-mail à l'adresse vrn@vlaanderen.be ;
- 2° le champ objet de l'e-mail visé au point 1°, contient le projet de décision auquel les contributions se rapportent ;
- 3° l'e-mail visé au point 1°, contient le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, l'adresse e-mail, la qualité et le nom éventuel de l'entreprise ou de l'organisation ;
- 4° les contributions se rapportent à l'objet de la consultation précitée, à savoir le projet de décision concerné.

Les contributions qui ne remplissent pas toutes les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas prises en considération dans le cadre du projet de décision correspondant.

Les contributions précisent clairement les parties confidentielles. Les parties prenantes fournissent également au Régulateur une version publique et non confidentielle de leurs contributions. Cette version est publiée par le Régulateur dans le rapport visé au paragraphe 3, alinéa 2, deuxième phrase.

§ 3. Le Régulateur traite les résultats de la procédure de consultation visée aux paragraphes 1^{er} et 2, dans un rapport. Le rapport contient l'objet de la procédure de consultation précitée et le nombre de parties prenantes qui ont transmis des contributions conformément au paragraphe 2. Le rapport est une synthèse des contributions précitées et n'englobe pas tous les commentaires individuels.

Le Régulateur établit le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, dans un délai de huit semaines suivant la fin de la procédure de consultation précitée. Le rapport est publié sur le site web du Régulateur et est simultanément communiqué par le Régulateur par courrier électronique à l'entreprise visée par le projet de décision, compte tenu des règles relatives à la confidentialité des données d'entreprise et à la protection des données à caractère personnel.

§ 4. Le Régulateur publie son projet de décision, tel qu'éventuellement modifié après la consultation publique visée aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, sur son site web. ».

Art. 4. Le ministre flamand ayant les médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 26 avril 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,
B. DALLE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2024/007044]

17 MEI 2024. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van artikel 3, 5 en 6 § 1 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 december 2022 tot professionalisering van het buitengewoon onderwijs in het kader van leersteun

Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, artikel 3, derde lid;
- de Vlaamse Codex Overheidsfinanciën van 29 maart 2019, artikel 73;
- het decreet van 23 december 2021 houdende de uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2022, artikel 12, vervangen bij het decreet van 8 juli 2022.

Vormvereisten

De volgende vormvereiste is vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 8 mei 2024.

Motivering

Dit besluit is gebaseerd op het volgende motief:

- Het besluit van de Vlaamse Regering van 16 december 2022 tot professionalisering van het buitengewoon onderwijs in het kader van leersteun moet worden verlengd tot en met 31 augustus 2025 met het oog op de duurzame verankering van het project in de reguliere schoolwerking.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand. Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 december 2022 tot professionalisering van het buitengewoon onderwijs in het kader van leersteun wordt de datum "30 november 2024" vervangen door de datum "31 augustus 2025".

Art. 2. In artikel 5, 2°, van hetzelfde besluit wordt de datum "1 maart 2025" vervangen door de datum "31 oktober 2025".

Art. 3. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt de datum "1 maart 2025" vervangen door de datum "31 oktober 2025".

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor onderwijs en vorming, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 17 mei 2024.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand,

B. WEYTS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/007044]

17 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les articles 3, 5 et 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2022 relatif à la professionnalisation de l'enseignement spécialisé dans le cadre du soutien à l'apprentissage

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, article 3, alinéa 3 ;

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019, article 73 ;

- le décret du 23 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2022, article 12, remplacé par le décret du 8 juillet 2022.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 8 mai 2024.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- L'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2022 relatif à la professionnalisation de l'enseignement spécialisé dans le cadre du soutien à l'apprentissage doit être prolongé jusqu'au 31 août 2025 en vue de l'ancrage durable du projet dans le fonctionnement régulier de l'école.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2022 relatif à la professionnalisation de l'enseignement spécialisé dans le cadre du soutien à l'apprentissage, la date « 30 novembre 2024 » est remplacée par la date « 31 août 2025 ».

Art. 2. Dans l'article 5, 2°, du même arrêté, la date « 1 mars 2025 » est remplacée par la date « 31 octobre 2025 ».

Art. 3. Dans l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, la date « 1 mars 2025 » est remplacée par la date « 31 octobre 2025 ».

Art. 4. Le ministre flamand qui a l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2024/007104]

17 MEI 2024. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2018 tot vastlegging van structuuronderdelen dual en standaardtrajecten in het secundair onderwijs, wat betreft een uitbreiding van de standaardtrajecten, vanaf schooljaar 2024-2025

Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

- de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010, bekrachtigd bij het decreet van 27 mei 2011, artikel 357/7, § 2, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2018 en gewijzigd bij de decreten van 19 juni 2020 en 9 juli 2021, artikel 357/16 en 357/43, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2018 en gewijzigd bij het decreet van 10 juni 2022, en artikel 357/62, ingevoegd bij het decreet van 30 november 2018 en gewijzigd bij de decreten van 19 juni 2020 en 10 juni 2022.

Vormvereiste

De volgende vormvereiste is vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 2 mei 2024.

Motivering

Dit besluit is gebaseerd op het volgende motief:

- De decreetgever heeft bepaald dat het dual leren en de aanloopfase structureel worden uitgerold vanaf 1 september 2019. Die verdere uitrol vergt een aantal maatregelen die in dit besluit worden genomen.

Initiatiefnemers

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand en de Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale Economie en Landbouw.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

Artikel 1. In bijlage 2 bij het besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2018 tot vastlegging van structuuronderdelen dual en standaardtrajecten in het secundair onderwijs, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 22 september 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het standaardtraject dat opgenomen is in bijlage 1, die bij dit besluit is gevoegd, wordt toegevoegd;

2° in het standaardtraject tuinaanlegger/groenbeheerder dual wordt in rubriek 2. Toelatingsvoorwaarden in de tweede alinea de datum "15 november" vervangen door de woorden "de eerste lesdag van februari".

Art. 2. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, toegevoegd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 14 december 2018 en het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 10 november 2023, worden de standaardtrajecten toegevoegd, die opgenomen zijn in bijlage 2, die bij dit besluit is gevoegd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2024.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor onderwijs en vorming, en de Vlaamse minister, bevoegd voor werk, zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 2024.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand,
B. WEYTS

De Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale Economie en Landbouw,
J. BROUNS
